

Mécanisme de la société civile (MSC)

Question 1

Le Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones (MSC) pour les relations avec le CSA est un espace ouvert qui facilite la participation de centaines d'organisations au CSA réformé. Nos organisations proviennent de 11 secteurs mondiaux (petits producteurs familiaux, peuples autochtones, femmes, jeunes, pastoralistes, artisans-pêcheurs, travailleurs de l'agriculture et de l'alimentation, sans-terres, consommateurs, citoyens en situation d'insécurité alimentaire et ONG)

Le MSC est la plus vaste plate-forme mondiale d'organisations de la société civile et de Peuples autochtones travaillant sur les questions de sécurité alimentaire et de nutrition ; elle ne concerne que le CSA. Les organisations mondiales et continentales participant au MSC comptent plus de 380 millions de membres affiliés, provenant de tous les secteurs et de toutes les régions.

L'orientation des travaux du MSC est donnée par son Comité de coordination, élu par les organisations participantes de l'ensemble des 11 secteurs et 17 sous-régions. L'interaction avec le CSA se fait principalement à travers les groupes de travail du MSC correspondant à chaque processus du CSA et à travers le Groupe consultatif du MSC pour le Groupe consultatif du CSA. Le MSC travaille en [anglais](#), [français](#) et [espagnol](#).

A) Contributions aux réunions du Bureau et du GC du CSA

Les membres du MSC siégeant au Groupe consultatif ont synthétisé et présenté les différentes contributions reçues des Groupes de travail du MSC concernant les points inscrits à l'ordre du jour des réunions conjointes du Bureau et du Groupe consultatif du CSA ayant eu lieu entre janvier et décembre 2019. 5 réunions du Bureau et du GC du CSA se sont tenues en 2019, aux mois de janvier, mars, juin, juillet et novembre.

Le MSC a contribué de manière notable à l'ensemble des points figurant à l'ordre du jour de toutes ces réunions, ainsi qu'à la préparation de la 46e session du CSA. Dans l'ensemble, les contributions du MSC ont été présentées oralement lors des réunions, puis soumises par écrit avant la réunion du Bureau suivante, afin que l'ensemble des membres du Bureau du CSA puissent les recevoir avant de prendre des décisions. Toutes les contributions du MSC aux réunions du GC sont disponibles [ici](#). Elles sont toutes disponibles en [anglais](#), en [français](#) et en [espagnol](#).

B) Contributions aux événements intersessions du CSA et aux réunions des Groupes de travail à composition non limitée

Dans le cadre des préparatifs de la 46e session du CSA, le MSC a articulé les contributions de la société civile et des peuples autochtones à l'ensemble des processus à l'ordre du jour du CSA. Cette participation a été organisée par le biais des groupes de travail sur les politiques du MSC, ouverts à l'ensemble des organisations de la société civile intéressées.

Contribution à la définition du Programme de travail pluriannuel pour la période 2020-2023

- Le MSC a présenté une proposition conjointe avec l'Indonésie, l'Afrique du Sud et la Hongrie sur les inégalités (consultable [ici](#) en anglais). Dans un deuxième temps, cette proposition a été fusionnée avec une proposition similaire émanant du FIDA. A la faveur de l'important soutien apporté par les Etats-membres et les participants, le thème a été inclus au document final du Programme de travail pluriannuel. Par ailleurs, le MSC a soutenu les propositions portant sur : a) L'autonomisation des femmes et l'égalité entre les sexes ; b) Les jeunes ; c) Les conflits et la migration, et d) L'eau et le changement climatique.
- Le MSC a pris part à l'ensemble du processus, qui incluait des réunions à composition non limitée et des réunions du Groupe consultatif et du Bureau lors de la période intersession. Les délégués du Groupe de travail du MSC sur les Jeunes ont participé et pris la parole aux réunions du CSA sur le Programme de travail pluriannuel. Plus de détails concernant les activités relatives au Programme de travail pluriannuel sont disponibles [ici](#).

Contributions aux réunions du Groupe de travail à composition non limitée et aux consultations régionales du CSA sur les Systèmes alimentaires et la nutrition

- Les délégués du GT du MSC sur les Systèmes alimentaires et la nutrition ont participé aux réunions du GTCNL du CSA de janvier, mars et mai. Le 22 mars, le GT du MSC a soumis ses [contributions écrites](#) à l'avant-projet préliminaire des Directives. En juin 2019, le GT du MSC a publié son [document de vision](#) pour le processus.
- Du mois de juillet au mois de novembre, le GT du MSC a participé activement à l'ensemble des consultations régionales du CSA concernant l'avant-projet préliminaire (en Afrique, Asie-Pacifique, Europe, Proche-Orient, Caraïbes, et Amérique du Nord). Un descriptif plus détaillé des activités réalisées dans le cadre de ce processus est disponible [ici](#).

Contributions au rapport du HLPE sur les approches agroécologiques et les autres innovations

- Lors de plusieurs réunions tenues au cours des neuf premiers mois de 2019, le MSC a contribué aux délibérations du CSA, qui ont mené à l'accord sur un calendrier pour le processus politique et à la désignation d'un Rapporteur pour le processus politique, avant la 46e session du CSA. Le 3 juillet, le rapport du HLPE a été publié, auquel le MSC a présenté quelques observations préliminaires.
- Au mois de septembre, un document de contribution et de vision élaboré par le [Groupe de travail du MSC sur les femmes](#) a été publié, afin de servir de base aux positions du MSC en vue du prochain processus politique du CSA sur l'Agroécologie et les autres innovations : « *Sans féminisme, il n'y a pas d'agroécologie ! Pour des systèmes alimentaires sains, durables et justes* ». Pour consulter le document, veuillez cliquer [ici](#).
- En décembre, le GT du MSC a soumis ses [commentaires concernant les recommandations du rapport du HLPE](#). Vous trouverez [ici](#) une description plus détaillée des activités réalisées dans le cadre de ce processus.

Contributions à la réunion de bilan du CSA sur le suivi de l'utilisation et de l'application des trois séries de recommandations orientées vers les petits exploitants

- Le MSC a participé activement au processus lors de la première réunion de bilan du CSA organisée pendant la plénière, afin de réaliser un suivi de l'utilisation et de l'application des trois séries de recommandations politiques du CSA axées sur les petits exploitants.

- Les organisations participant au MSC ont apporté de nombreuses contributions à la consultation électronique du CSA et organisé une consultation en face à face, au mois de mai, afin d'élaborer la contribution autonome du MSC à la session plénière. Pour en savoir plus, veuillez consulter le rapport indépendant rédigé par le MSC [ici](#).

Contributions au GTCNL sur l'engagement du CSA vis-à-vis des ODD et contribution au Forum politique de haut niveau

- Le GTCNL sur les ODD ne s'est réuni qu'une fois dans l'année, au mois de mars, afin de finaliser les contributions du CSA à la session de juillet et au Sommet de septembre du Forum politique de haut niveau. [Le MSC a apporté ses contributions](#) (disponibles en anglais uniquement) à la réunion.

Contributions à une réunion à composition non limitée sur l'urbanisation et la transformation rurale

- Une réunion intersession du CSA sur cet axe de travail a eu lieu en février 2019, sur le thème « [La promotion de l'engagement et de l'emploi des jeunes et des femmes dans les systèmes alimentaires à travers le spectre rural-urbain](#) ». Le MSC a participé à travers des délégations des Groupes de travail des femmes et des jeunes. La réunion du CSA a été préparée conjointement par le MSC et le MSP, en collaboration avec le Secrétariat du CSA.

Manifestations organisées par le MSC lors de la période intersession :

- *Manifestation organisée par le MSC le 7 mars 2019* : Priorités et perspectives des organisations de la société civile et de peuples autochtones à l'égard des Directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition. La [session d'information publique](#) (invitation disponible uniquement en anglais) a été l'occasion de partager et d'aborder les attentes du MSC vis-à-vis du processus de convergence des politiques du CSA concernant les Directives ; elle a été ouverte à l'ensemble des membres et participants du CSA.
- *Réunion d'information organisée par la Groupe consultatif du MSC en date du 19 septembre 2019* : « Sharing Views in Preparation of CFS 46 » (invitation disponible en [anglais](#)). La réunion a eu lieu la veille de la réunion du Bureau du 20 septembre et a compté avec la présence d'un bon nombre de membres et participants du CSA.

C) Forum du MSC et contributions de ce dernier à la Plénière du CSA

Forum 2019 du MSC :

- Le [débat public d'ouverture du Forum du MSC](#) a abordé le thème : « *10 ans après la réforme du CSA, quel rôle pour le Comité dans la future architecture mondiale de l'alimentation ?* », avec des intervenants des mouvements sociaux et des peuples autochtones, ainsi que des représentants onusiens de haut niveau, y compris le nouveau Directeur général de la FAO, Qu Dongyu, le Président du CSA, Mario Arvelo, et Nettie Wiebe (Canada), Azra Sayeed (Pakistan), Musa F. Sowe (Gambie) et Silvia Dywili (Mozambique), membres du Comité de coordination du MSC.

- [Le Forum du MSC](#) a compté avec la présence de plus de 200 membres d'organisations de la société civile et de Peuples autochtones de toutes les régions et contribué à finaliser les contributions du MSC en vue de la session plénière du CSA et discuter des stratégies relatives aux thèmes de l'année à venir, en l'occurrence les axes de travail sur les systèmes alimentaires et la nutrition, l'agroécologie et les autres innovations, ainsi que le projet de document de vision du secteur des jeunes du MSC.

Contributions à la Plénière de la 46e session du CSA

- Le MSC a contribué à tous les points figurant à l'ordre du jour de la Plénière sur la base des positions ayant été préparées, discutées et approuvées par ses organes respectifs. Voir toutes les interventions du MSC lors de la 46e Plénière du CSA [ici](#).
- Le 18 octobre, les organisations de jeunes du MSC et du MSP ont organisé conjointement la [session spéciale](#) réussie de la Plénière du CSA consacrée à la thématique des jeunes.

Le MSC a organisé les [manifestations parallèles suivantes](#) à la Plénière du CSA de 2019 :

- [14 octobre 2019](#) : *Lutter contre la faim entre droits et inégalités : trop de personnes sont laissées pour compte ! Comment les droits humains peuvent-ils être utilisés pour réduire les inégalités et surmonter la discrimination afin d'assurer la sécurité alimentaire et la nutrition pour tous ?*
- [15 octobre 2019](#) : *Directives sur les systèmes alimentaires et la nutrition : voies d'accès proposées par le secteur privé et la société civile. Perspectives et propositions de la société civile et du secteur privé sur la manière de remodeler les systèmes alimentaires pour assurer des régimes alimentaires durables et sains (manifestation parallèle conjointe du MSC et du MSP)*
- [15 octobre 2019](#) : *Repenser et remodeler les systèmes alimentaires par l'agroécologie : la convergence des politiques du CSA sur l'agroécologie et les systèmes alimentaires et la nutrition en tant qu'opportunité clé pour préparer la transition vers un avenir véritablement durable.*
- [17 octobre 2019](#) : *L'impact de l'extractivisme sur le droit des femmes à l'alimentation et la lutte pour une transition juste : aborder les causes profondes de la violence à l'égard des femmes et la voie à suivre pour trouver des solutions concrètes en vue de la réalisation de l'Agenda 2030.*
- [18 octobre 2019](#) : *L'avenir de l'alimentation et les visions des jeunes : « nous n'héritons pas de la terre de nos ancêtres, nous l'empruntons à nos enfants ».*

Question 2

En juillet 2019, le MSC a demandé à ses secteurs et ses sous-régions des informations concrètes sur la manière dont ils avaient utilisé les résultats politiques du CSA dans leurs travaux. Les exemples suivants montrent que les organisations participant au MSC utilisent les résultats politiques du Comité dans tous les continents, de nombreuses manières et dans différents contextes. Un panorama plus complet est fourni dans le Rapport annuel 2019 du MSC, qui sera prochainement disponible.

- Le secteur des travailleurs de l'agriculture et de l'alimentation a organisé un atelier sur le droit à l'alimentation et la sécurité alimentaire et la nutrition dans le but de former les travailleurs du secteur de la banane à utiliser les produits du CSA, notamment le Cadre stratégique mondial et les recommandations politiques sur la protection sociale, comme outil dans leurs négociations, ce qui a conduit à une amélioration des salaires et des conditions de sécurité sociale pour les travailleurs.
- Les Recommandations politiques du CSA sur la mise en relation des petits exploitants avec les marchés ont inspiré le processus d'élaboration et de discussion des directives régionales sur l'agriculture familiale dans la CPLP (la Communauté des pays de langue portugaise). Par ailleurs, au niveau national, des efforts ont été réalisés dans différents pays pour approuver des statuts/politiques spécifiques aux personnes pratiquant l'agriculture familiale. C'est le cas au Portugal, par exemple, où les Statuts nationaux pour l'agriculture familiale ont été approuvés en 2018, et incluent des références à certaines recommandations politiques du CSA sur l'accès aux marchés, notamment les circuits courts, qui permettent aux petits exploitants de dégager un meilleur revenu de leur production et reconnaissent le rôle clé que jouent les petits exploitants dans l'utilisation et la gestion durables des ressources naturelles.
- La sous-région d'Europe de l'Ouest a contribué au suivi des recommandations du CSA sur les petits exploitants en les appliquant afin d'analyser les impacts des politiques agricoles et commerciales européennes sur la production laitière locale et les moyens d'existence des pastoralistes d'Afrique de l'Ouest. Les organisations (de petits producteurs de lait et de petits agriculteurs, femmes, transformateurs, ONG et universitaires) de la société civile d'Europe et d'Afrique de l'Ouest ont souligné l'incohérence des politiques laitières, qui favorisent les investissements européens et des laiteries européennes en Afrique de l'Ouest, au détriment des moyens d'existence locaux et des marchés territoriaux.
- Du 11 au 15 mars 2019, le MSC a organisé à Johannesburg (Afrique du Sud) la réunion régionale d'Afrique australe du MSC. 21 organisations (mondiales, régionales et nationales), représentant des délégués venant de presque tous les pays de la région, à savoir : Mozambique, Eswatini, Malawi, Zambie, Afrique du Sud, Zimbabwe, Namibie et Botswana, ont pris part à la réunion. L'objectif de la réunion sous-régionale d'Afrique australe du MSC était de réactiver le travail de facilitation sous-régional en direction du MSC/CSA, et d'informer et renforcer les connaissances des organisations représentées concernant le Mécanisme de la société civile et des Peuples autochtones (MSC), son organisation, sa structure et ses priorités, ainsi que le fonctionnement, le mandat et les résultats politiques du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA).

Davantage d'exemples sur l'utilisation et l'application des trois séries de recommandations politiques portant sur les petits exploitants figurent dans la publication du MSC : [Vers des politiques publiques orientées sur les petits producteurs et les petites productrices : Rapport indépendant du Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones pour les relations avec le Comité de la sécurité alimentaire mondiale sur le suivi de l'utilisation et de la mise en œuvre des recommandations politiques du CSA sur les petits exploitants.](#)

- Ce rapport des OSC évalue l'utilisation et la mise en œuvre des trois séries de recommandations qui soutiennent l'investissement et le développement en faveur des petits exploitants : L'Investissement dans la petite agriculture en faveur de la sécurité alimentaire

et la nutrition (40e session du CSA, 2013), La mise en relation des petits exploitants avec les marchés (43e session du CSA, 2016) et Le développement agricole durable au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition : quels rôles pour l'élevage ? (43e session du CSA, 2016)

- Le Rapport montre comment les groupes de la société civile à travers le monde ont utilisé les recommandations dans leurs efforts de plaidoyer. Un important effort a été réalisé pour rédiger ce rapport indépendant, qui allait servir de contribution de la société civile à la réunion de bilan organisée par le CSA sur le suivi de la mise en œuvre des trois séries de recommandations politiques portant sur les petits exploitants. La structure du rapport a été définie et adoptée au cours d'une consultation mondiale organisée en mai 2019 par le Groupe de travail du MSC sur le Suivi. Le rapport indépendant des OSC a été présenté lors de la réunion de bilan du CSA de la 46e session plénière du CSA (voir ci-dessus).

Question 3

Face aux crises sans précédent qui ébranlent le monde suite à la pandémie de COVID-19, ces liens sont encore plus importants que jamais. Si le lien entre Rome et les pays fonctionne, le CSA peut faire une vraie différence en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, en utilisant sa fonction de principale plate-forme intergouvernementale et internationale ouverte traitant des questions de sécurité alimentaire et de nutrition.

Il est fondamental que les gouvernements, les institutions et les autres acteurs pertinents, désormais engagés dans la réponse à la crise en réalisant un suivi de la situation en termes de sécurité alimentaire et de nutrition et en combattant les impacts profondément préoccupants sur les groupes sociaux les plus touchés, partagent leurs expériences, leurs analyses et leurs réponses politiques au CSA.

Des liens efficaces et efficients entre Rome et les pays peuvent grandement aider à utiliser le CSA comme une plate-forme d'échange et d'apprentissage, pour le bénéfice de tous, et contribuer à développer des réponses politiques cohérentes aux nouvelles crises alimentaires qui accompagnent les crises sanitaires, économique et financière.

Le renforcement des liens entre le CSA et les acteurs pertinents sur le terrain et la nécessité de rendre les résultats politiques du CSA plus utiles pour les pays et les personnes ont constitué une préoccupation majeure de l'évaluation du CSA et de la [Suite donnée par le CSA à l'évaluation du CSA](#). A cet égard, les paragraphes 28 à 33 du rapport de mise en œuvre principal (plus particulièrement les paragraphes 28 et 29) exigent une importante attention de la part des membres et participants du CSA, et plus concrètement les actions mentionnées aux annexes E et C.

Ces actions spécifiques ont été discutées et convenues par le CSA lors du processus d'évaluation et doivent être mises en œuvre maintenant. Elles requièrent assurément un rôle de premier plan de la part des Etats-membres, un rôle très actif et de soutien de la part des organismes ayant leur siège à Rome, et exigent le plein engagement de tous les acteurs impliqués dans le CSA. Lors d'une prochaine réunion du Bureau et du Groupe consultatif, un point de l'ordre du jour pourrait être consacré aux modalités selon lesquelles ces actions convenues pourraient être mieux mises en œuvre, en apprenant des expériences fructueuses.

Question 4

Des exemples fructueux d'utilisation et d'application des résultats politiques du CSA ont été aussi identifiés et décrits dans les rapports de suivi précédents du MSC présentés aux plénières du CSA en 2016 et 2018 :

2016 : [Rapport de synthèse des expériences de la société civile par rapport à l'utilisation et la mise en œuvre des Directives de la gouvernance foncière et le déis du suivi et l'évaluation des décisions du CSA](#)

2018 : [Rapport de la société civile sur l'utilisation et la mise en œuvre des Directives sur le droit à l'alimentation](#)